

Subsides

avons attribué des contingents ouverts aux agriculteurs et toutes les céréales produites se vendirent.

L'hon. M. Hees: C'était l'âge d'or.

L'hon. M. Hamilton: J'ai demandé aux céréaliculteurs de produire tout ce qu'ils pouvaient produire parce que le monde en avait besoin. En 1963, au moment où nous étions à négocier les accords à long terme que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures connaît bien parce que les accords qu'il a signés sont, mot pour mot ceux que j'avais négociés, j'ai dit aux agriculteurs: «Je vous en prie, produisez toutes les céréales que vous pouvez pour aider à nourrir un monde qui a faim.» Les agriculteurs ont remis en exploitation des terres de broussailles, les ont ensemencées et engraisées, puis ils ont fait la récolte et le revenu moyen des exploitations est passé de \$2,000 à \$6,000.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hamilton: Il ne m'a pas été agréable, monsieur le président, de n'être plus au Parlement, plus tard, et de regarder le gouvernement suivant réduire ce revenu moyen de \$6,000 à \$2,000 avec ses mesures restrictives, au cours des années 1969-1970. Que m'importe combien de boisseaux l'on vend, ce qui importe, c'est ce qui reste dans votre poche une fois que vous les avez vendus. C'est pour cette raison que nous avons jugé le gouvernement coupable.

Nous sommes maintenant ici, dans un monde de gens affamés, avec des conflits raciaux, dans tout le sud-est de l'Asie, dûs à la faim, des conflits au Pakistan, en Inde et en Afghanistan, et nous ne pouvons pas aider ces gens-là car nous n'avons pas les céréales nécessaires. La Russie continue à demander des céréales. Les producteurs de blé en Russie ont encore des problèmes cette année. La Russie veut une plus grande quantité de céréales cette année, où allons-nous nous les procurer? Je suis heureux que ce débat ait lieu. Quel intérêt y a-t-il à entendre le ministre déclarer: «Regardez tous les boisseaux que j'ai vendus», quand nos agriculteurs sont sans le sou? Pourquoi affectons-nous ces fonds pour aider les agriculteurs de la région de la rivière de la Paix? C'est parce qu'ils n'ont pas d'argent pour surmonter un seul petit sinistre. Il en irait de même dans toutes les régions productrices de céréales.

En fin de compte, monsieur le président, le ministre a parlé de l'orge. C'est un mot qu'il n'aurait jamais dû prononcer. Nous connaissons tous son opinion au sujet de l'orge. C'est une céréale secondaire que l'on utilisait pour fabriquer la bière. Puis les Américains ont trouvé une façon de produire leur orge pour faire leur bière, et ce marché a disparu. Mais depuis 1960-1961, la demande de céréales secondaires dans le monde entier a augmentée, y compris la demande d'orge, non pas pour faire de la bière mais pour nourrir les bêtes. Le ministre a raison de dire que le meilleur avenir pour les céréales sera pour les céréales fourragères et pas simplement pour les céréales panifiables. Je ne discute pas cette question du tout. Mon sujet de mécontentement, c'est le marché de l'orge.

Quelqu'un a donné l'ordre à la Commission canadienne du blé, au mois d'avril 1970, quand les agriculteurs protestaient contre l'opération LIFT dans toutes les provinces des Prairies, d'enfreindre la loi, de ne pas suivre le processus de la commercialisation mais de déverser l'orge sur les marchés mondiaux. Dans les mois qui suivirent, la Commission canadienne du blé a acheminé des millions et des millions de boisseaux d'orge de l'Ouest vers les mar-

chés mondiaux. En fait, il n'y en a pas eu assez pour remplir tous les contrats de provendes et c'est pourquoi, en 1971, le ministre a dit aux céréaliculteurs: «Produisez toute l'orge que vous pouvez.» Les cultivateurs ont vu dans les journaux que le prix était de \$1.30 à Thunder Bay. Ils se sont dit que c'était pas mal et ils ont produit 16.5 millions de boisseaux en 1971. Mais, en 1972, quand ils sont venus chercher le supplément au paiement de base, qu'ont-ils obtenu? Rien, monsieur l'Orateur, et le syndicat a subi une perte de 11 millions de dollars. C'est ce que nous voulons que le ministre nous explique au comité, pas ici. Il y a plus de producteurs d'orge en furie en Saskatchewan que partout ailleurs dans le monde, et le ministre devrait le savoir.

Parlons maintenant de la diversification. Cette mesure a été prise par quelqu'un qui a eu peur du grommellement des agriculteurs au sujet du programme LIFT. Ce quelqu'un a dit: «Nous devons trouver moyen de donner de l'argent aux cultivateurs. Vendons quelque chose.» La seule concurrence provenait d'un producteur américain à Duluth qui avait 20 millions de boisseaux d'orge dans ses greniers et qui essayait de s'en débarrasser à 67 ou 68 c. le boisseau. Nous avons vendu notre orge en concurrence avec de l'orge pourrie de Duluth. Qui fut cette personne qui est intervenue auprès de la Commission canadienne du blé? Je veux le savoir, et bon nombre de céréaliculteurs veulent aussi le savoir. Nous voulons savoir qui a donné cet ordre. Ce n'était pas une commercialisation ordonnée. C'était une commercialisation de soldes «après incendie». La loi dit que la Commission canadienne du blé doit vendre le grain au meilleur prix possible à l'avantage des producteurs de l'Ouest. Mais quelqu'un est intervenu. Quelqu'un ne s'est pas mêlé de ses affaires. Et quelqu'un doit en payer le prix. Ce sont les raisons pour lesquelles nous, de ce côté-ci de la Chambre, voulons obtenir des réponses du gouvernement.

Il n'y a rien de mal à voter 400 millions de dollars de subventions à un groupe d'agriculteurs qui ont été durement éprouvés cette année. Mais cela ne suffit pas à combler l'abîme entre la conscience et la réalité. La réalité, c'est que les céréaliculteurs ont été trahis. Ils ont vu leur grain se vendre à moins du prix de revient. Ils n'ont pas vu le gouvernement renouveler les accords à long terme avec les pays situés derrière le rideau de fer. Les agriculteurs ont vu tout ce qu'ils avaient espéré et rêvé obtenir de 1965 à 1967, lorsque tout allait bien pour eux—ils ont vu tout cela détruit sous le ministre actuel de la Justice qui croit que, parce qu'il vient de la Saskatchewan, il est le dauphin naturel du parti libéral.

• (2040)

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Ce n'est pas ainsi que David Lewis l'a appelé.

L'hon. M. Hamilton: Ces dauphins peuvent toujours être identifiés, monsieur le président—they ont mangé de la gelée royale et ils savent ce qu'ils veulent. Non seulement le ministre des Finances devrait regarder derrière lui, mais également le premier ministre, car si le dauphin de la Saskatchewan réussit à s'imposer, Dieu vienne en aide au parti libéral!